

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 2009 - 14 septembre 1995 - 3 F

D 2009 **COLOMBIE** : LE FRUCTUEUX NÉGOCE DES ENLÈVEMENTS DE PERSONNES

La Colombie est probablement le pays qui, aujourd'hui, connaît la dérive sociale de la violence tous azimuts la plus impressionnante (cf. DIAL D 1951 et 1991). En témoignent les statistiques ci-dessous concernant le seul phénomène des séquestrations pour extorsion d'argent. Ces statistiques sont extraites d'une étude intitulée "La séquestration est le pire crime qui puisse être commis à l'encontre de l'être humain", sous l'égide de la "Fondation Pays libre" de Colombie. Texte paru dans **Utopias** de juillet 1995.

Note DIAL

La séquestration pour extorsion d'argent fait son apparition vers 1962. En 1964, 41 cas de séquestration sont effectués pour lesquels 2.403.000 pesos ont été payés en rançons. En 1970, ce sont 14 cas, pour 4.110.000 pesos. En 1975, 42 cas, 16.290.000 pesos. En 1980, 44 cas, 109.600.000 pesos. En 1985, 286 cas, 20.000.000 pesos¹.

Pour la période qui va de 1964 à 1991, on compte dans le pays 7.453 séquestrations. En moyenne 12% seulement des cas se sont soldés par la libération de la victime moyennant rançon, 10% des personnes séquestrées ont été assassinées et 45% libérées après versement d'une rançon au delà du million de pesos. Plus de 296 milliards de pesos ont été payés en 1991 pour le rachat des séquestrés, selon les données du DAS.

La rançon moyenne par séquestration est de 50 millions de pesos. A peine 20% des cas de séquestrations sont dénoncés aux autorités. Les statistiques sont en dessous de l'ampleur véritable du phénomène.

La séquestration est devenue une véritable industrie et un négoce hautement rentable pour les délinquants de droit commun, pour les guérilleros et pour les trafiquants de drogue. Il y a très peu de cas à des fins politiques ou publicitaires. La principale motivation est aujourd'hui de type financier.

La séquestration s'est "démocratisée" et elle est désormais un fléau qui touche toutes les classes sociales. Il y a aussi des cas de séquestration entre familles de la classe moyenne, voire de niveau social bas, dans lesquels la rançon n'est que de quelques milliers de pesos.

Il existe des bandes qui pratiquent la séquestration de personnes sans grands moyens financiers et sans soutien des autorités ni relations politiques. Ces personnes sont contraintes de solder les sommes qui leur sont réclamées et qui, normalement, ne dépassent pas le million de pesos.

¹ Le cours du peso mexicain s'établissait en août 1995 à 100 pesos pour 0,53 F. Soit 5300 F pour un million de pesos (NdT).

Une augmentation vertigineuse

Dans les années soixante-dix, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont entrepris de séquestrer des éleveurs en exigeant des sommes considérables pour leur remise en liberté, dans un comportement relevant surtout d'une décomposition de leurs différents fronts de guerre. Le Mouvement du 19 avril (M-19) a séquestré le responsable syndical José Raquel Mercado, qu'il a traduit en "jugement populaire" pour l'assassiner ensuite.

A partir de ce moment et durant toute la décennie, pour différents mobiles, c'est une suite ininterrompue de séquestrations de journalistes, diplomates, hommes politiques, prêtres, administrateurs d'entreprises multinationales, étrangers, avocats et responsables d'action civique.

De 1970 à 1979 ont été effectués quelque 528 enlèvements. Pour la décennie quatre-vingt le nombre est monté à 2.115 enlèvements à finalité économique et à 2.127 à finalité politique. Entre 1990 et 1992, il y a eu plus de 4.000 personnes séquestrées. Pour 1993 et 1994, on compte 3.625 séquestrations, dont 11% seulement des personnes ont été remises en liberté après versement d'une rançon. Au cours des trois dernières années (1992-1994) 64 étrangers ont été séquestrés.

De 1993 à 1994 "l'industrie" de l'enlèvement a augmenté de 35,9%. En 1994 une moyenne de 115,4 personnes ont chaque mois perdu la liberté, soit 3,8 personnes par jour. Une personne toutes les six heures a ainsi été arrachée à son foyer.

En 1995

De janvier à mai 1995 il y a eu 489 séquestrations. 202 personnes sont toujours retenues, 108 ont été remises en liberté après versement d'une rançon, 11 se sont enfuies, 125 ont été libérées et 43 ont été assassinées. Au niveau des auteurs de l'enlèvement, 202 cas relèvent de la délinquance de droit commun; 250, des groupes de guérilla, soit 52% du total, dont : 125 pour les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), 100 pour l'Armée de libération nationale (ELN), 15 pour l'Armée populaire de libération (EPL) et 10 pour les dissidents du Mouvement du 19 avril (M-19).

Pour la même période de janvier à mai 1995, 18 étrangers ont été séquestrés : 7 Vénézuéliens, 4 Nord-Américains, 2 Italiens, 1 Autrichien, 1 Brésilien, 1 Israélien et 1 Turc². Sur le total, 3 ont été remis en liberté après rançon, 4 ont été libérés, 1 s'est enfui et 1 a été assassiné; 9 restent donc entre les mains de leurs ravisseurs. (Il n'est pas tenu compte de l'assassinat des missionnaires nord-américains dans ce chiffre de 1995, car ils ont été enlevés en 1994.)

Principales catégories sociales affectées par la séquestration en 1995

Commerçants : 86
Éleveurs : 51
Enfants mineurs: 55
Paysans: 26
Fonctionnaires : 24

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

² Il manque un chiffre pour faire le total des 18 annoncés (NdT).